Le gouvernement ne maîtrise plus la situation. C'est un gouvernement de riches, par les riches et pour les riches. C'est la seule description que nous puissions en faire.

J'aimerais maintenant aborder la question des bénéfices des banques. Lorsque la Banque commerciale canadienne a fait faillite, les conservateurs se sont portés à la rescousse en déboursant 800 millions de dollars. L'argent des contribuables qui allait servir à renflouer une banque privée. Je pensais que les conservateurs étaient tenants de la libre entreprise. Je pensais aussi que pour eux le droit de faire faillite était aussi un droit sacré. Quoi qu'il en soit, pendant qu'il renflouait la banque, un autre phénomène a pris de l'ampleur, celui des banques d'alimentation. Sous le règne des conservateurs, les banques d'alimentation ressemblent fort à la soupe populaire des années 1930. Il y en a qui rient de l'autre côté. Ils pensent que c'est drôle. Le principal journal d'Ottawa a fait inscrire sur ses camions: «Donnons à la banque d'alimentation», comme si c'était une oeuvre de charité institutionnalisée à laquelle chacun devrait participer. Il n'y avait pas de ces banques d'alimentation il y a dix ans.

Si les banques d'alimentation réclamaient 800 millions de dollars pour se renflouer et nourrir les pauvres, le gouvernement accèderait-il à la requête? Non, bien sûr. Les priorités sont sans dessus-dessous. Les institutions financières qui font faillite ne méritent aucune aide du gouvernement. Les banques d'alimentation devraient en fait changer leur nom. Elles devraient opter pour celui de Banque commerciale canadienne pour pouvoir recevoir un secours de 800 millions de dollars. Quelle indignité, quel sans-gêne! Tous les jours, des gens font la queue pour réavoir de la nourriture tandis que le gouvernement ne prend que la défense des riches et des grandes sociétés et qu'il se fiche pas mal des simples citoyens qui sont sans travail, qui en cherchent un désespérément et qui entre-temps ont besoin de secours et de réconfort.

Les députés d'en face n'ont pas fait mention des banques d'alimentation. Ils ne se sont même pas dit désolés de la souffrance des chômeurs. Le budget ne dit rien des simples citoyens qui sont bloqués au bas de l'échelle sociale.

• (1250)

Pourtant, en réalité, la situation économique des Canadiens se détériore à cause des mesures fiscales stupides qui sont établies dans l'intérêt d'un seul groupe: les riches. Cherchons dans les rapports du gouvernement un système de référence pour juger ce qui se passe dans notre pays. Je veux parler de la publication de Statistique Canada de septembre 1988 qui porte sur les tendances du revenu du travail. J'en cite un bref passage de la page 97 où sont commentés les graphiques. On y dit, en substance, que sur une période de 13 ans, dont quatre, évidemment, sous le régime conservateur, les traitements et salaires n'ont pas progressé au même rythme que l'inflation, car les salaires moyens et les traitements rajustés réels ont fléchi de 1 p. 100 entre 1975 et 1987. Après rajustement pour tenir compte de l'indice des prix à la consommation, sept des 12 gains annuels de rémunération se sont transformés en pertes.

Ce sont les contribuables qu'on accable de nouveaux impôts. Les chiffres démontrent que, depuis 13 ans, les salariés moyens, hommes et femmes, ont perdu du terrain: leur revenu disponible est moindre, leur situation s'est détériorée. On a alourdi leur charge fiscale.

Voyons quels sont les effets des impôts pour les Canadiens. Chez les travailleurs pauvres, les impôts d'une famille dont le revenu est de 24 000$ ont augmenté de 44 p. 100 entre 1984 et 1988 sous les conservateurs.

Des voix: C'est honteux!

M. Barrett: Quarante-quatre pour cent.

Des voix: C'est honteux!

M. Barrett: Est-ce dans l'intérêt des Canadiens ordinaires? Les impôts du groupe de revenu moyen de 49 000$ ont accusé une hausse de 10 p. 100.

C'est la souffrance et l'angoisse que les conservateurs sèment sur leur chemin.

Pendant les quatre premières années du gouvernement conservateur, les impôts d'une famille à revenus annuels supérieurs de 122 000$ ont baissé de 5,9 p. 100.

Des voix: C'est honteux!

M. Barrett: Le gouvernement est au service des riches. Revoyons la tendance générale à la lumière du budget actuel et projettons-la de 1984 à 1991. Reprenons le cas de la famille de travailleurs pauvres qui gagne 24 000$. A cause du nouveau budget, dans les sept années du premier mandat et du mandat actuel des conservateurs, les impôts des travailleurs pauvres accuseront une hausse de 60 p. 100.

Les impôts du groupe à revenu moyen de 49 000$ ou moins augmenteront de 17 p. 100. Ne vous inquiétez pas, les amis, car le gouvernement protège les riches, ceux qui surveillent leur argent, ceux qui gagnent plus de 122 000$. Le budget actuel va alléger leur charge fiscale de 6,4 p. 100.

Une voix: Honte aux conservateurs.

M. Barrett: Pourquoi en est-il ainsi? Parce que le gouvernement est irréductiblement voué à la sauvegarde des intérêts des riches, qui sont au-dessus de la concurrence. C'est un gouvernement qui nous rebat les oreilles de libre entreprise et d'esprit d'initiative, mais il permet de différer le paiement des impôts. Si une société qui fait des bénéfices exorbitants diffère le paiement de ses impôts et emprunte de l'argent pour faire l'acquisition d'une entreprise concurrente et ainsi créer un monopole, le gouvernement lui permet de déduire l'intérêt de l'argent emprunté. C'est un procédé capitaliste qui permet